

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 08 septembre 2016

L'an deux mille seize, le huit septembre deux mille seize, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 1er septembre 2016, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Nathalie BRITES à Mme Christine DURAND - M. Séverin BATFROI à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - M. Amédée MATRAIRE à M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Dominique IZZO à Mme Assunta ROSIN BEDIN - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Brigitte GALLO - Mme Francette GIERCZAK à M. Michel VENDRA - M. Adrien PSILA à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Jérôme MERLE - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	31
Nombre de conseillers présents	:	19
Nombre de votants	:	31

Le Maire, Président de séance, a constaté que le quorum était atteint.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Marie-Frédérique DI RAFFAELE a été désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 16 juin 2016 a été approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Monsieur le Maire a informé les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Puis, l'exposé des questions à l'ordre du jour a commencé.

<p>1 - DGS – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – PRISE DE FONCTION AU CONSEIL MUNICIPAL DE MADAME CÉLINE MOSCA SUITE À LA DÉMISSION DE MADAME SANDRINE VITALI</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-4 du Code général des collectivités territoriales et l'article L.270 du Code électoral ;

CONSIDERANT que Madame Sandrine VITALI, par courrier, envoyé en Préfecture en date du 15 juin 2016, a donné sa démission de conseillère municipale de la Ville de Sassenage, et que cette décision a été acceptée par Monsieur le Préfet de l'Isère ;

CONSIDERANT qu'il convient de procéder à son remplacement par le candidat immédiatement placé après le dernier élu de la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout » ;

INDIQUE que Madame Céline MOSCA, candidate suivante sur la liste, a été contactée et a officiellement accepté les missions de conseillère municipale ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE de l'arrivée de Madame Céline MOSCA, né le 25 avril 1976 à Grenoble (France), demeurant à Sassenage, candidate placée immédiatement après le dernier conseiller municipal élu sur la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout », en tant que nouvelle conseillère municipale.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

Mme Céline MOSCA a laissé un pouvoir à Mme Gaëlle BUREL.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY -

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Nathalie BRITES à Mme Christine DURAND - M. Séverin BATFROI à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - M. Amédée MATRAIRE à M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Dominique IZZO à Mme Assunta ROSIN BEDIN - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Brigitte GALLO - Mme Francette GIERCZAK à M. Michel VENDRA - M. Adrien PSILA à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Jérôme MERLE - Mme Céline MOSCA à Mme Gaëlle BUREL - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	19
Nombre de votants	:	32

<p align="center">2 - DGS – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – PRISE DE FONCTION AU CONSEIL MUNICIPAL DE MONSIEUR JEAN-PHILIPPE VEAU SUITE À LA DÉMISSION DE MADAME EVELYNE ARNAUD</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-4 du code général des collectivités territoriales et l'article L.270 du code électoral ;

CONSIDERANT que Madame Evelyne ARNAUD, par courrier, envoyé à Monsieur le Maire de Sassenage en date du 23 juillet 2016, a donné sa démission de conseillère municipale de la Ville de Sassenage, et que cette décision a été acceptée par Monsieur le Maire ;

CONSIDERANT qu'il convient de procéder à son remplacement par le candidat immédiatement placé après le dernier élu de la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout » ;

INDIQUE que Monsieur Jean-Philippe VEAU, candidat suivant sur la liste, a été contacté et a officiellement accepté les missions de conseiller municipal ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE de l'arrivée de Monsieur Jean-Philippe VEAU, né le 30 octobre 1964 à La Tronche (Isère), demeurant à Sassenage, candidat de la liste « Sassenage avec vous, Sassenage avant tout » immédiatement placé après le dernier membre du Conseil Municipal déjà élu, en tant que nouveau conseiller municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Jean-Philippe VEAU - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY -

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Nathalie BRITES à Mme Christine DURAND - M. Séverin BATFROI à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - M. Amédée MATRAIRE à M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Dominique IZZO à Mme Assunta ROSIN BEDIN - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Brigitte GALLO - Mme Francette GIERCZAK à M. Michel VENDRA - M. Adrien PSILA à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Jérôme MERLE - Mme Céline MOSCA à Mme Gaëlle BUREL - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	20
Nombre de votants	:	33

<p align="center">3 - DGS – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – ELECTION D'UN NOUVEL ADJOINT AU MAIRE ET MODIFICATION DE L'ORDRE DU TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL SUITE À LA DÉMISSION DE LA 5ÈME ADJOINTE AU MAIRE</p>

Christian COIGNÉ,

VU les dispositions des articles L. 2122-4 et L.2122-7-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération en date du 26 mai 2014 concernant le passage de 7 à 9 adjoints au Maire pour la Ville de Sassenage ;

VU le courrier adressé au Maire par Madame Sandrine VITALI, démissionnaire de son poste de conseillère municipale, et transmis à Monsieur le Préfet de l'Isère le 15 juin 2016 ;

CONSIDERANT que le Préfet a accepté cette démission en vertu de l'article L. 2122-15 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que suite à cette démission, le Conseil Municipal a la faculté, soit de supprimer le poste d'adjoint vacant, soit de procéder à l'élection d'un nouvel adjoint en remplacement de l'adjoint démissionnaire ;

CONSIDERANT que pour assurer le bon fonctionnement des services, il est nécessaire de pourvoir le poste vacant ;

CONSIDERANT qu'en cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu au scrutin secret à la majorité absolue ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE NE PAS SUPPRIMER le poste d'adjoint devenu vacant suite à la démission de Mme Sandrine VITALI, 5^{ème} adjointe ;

DE PROCEDER à l'élection d'un nouvel adjoint en remplacement de l'adjointe démissionnaire, celui-ci prenant rang après tous les autres adjoints sur la base de l'article L.2121-1 du CGCT ;

DE METTRE à jour l'ordre du tableau des adjoints.

- Liste des candidats :

Monsieur Jérôme GIACHINO

Après avoir recueilli la liste des candidats proposée, le Maire fait procéder au vote à bulletin secret. Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, remet son bulletin de vote dans une urne.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

- Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0
- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 33
- A déduire, bulletins blancs ou nuls énumérés à l'article L.66 du Code électoral : 6
- Reste pour le nombre des suffrages exprimés : 27
- Majorité absolue : 17

Ont obtenu :

- Monsieur Jérôme GIACHINO : 27 voix.

Le candidat Jérôme GIACHINO ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, Il devient 9^{ème} adjoint au Maire de la Ville de Sassenage.

Le tableau des adjoints au Maire est modifié ainsi qu'il suit :

Tableau des adjoints du 17 décembre 2015		Tableau des adjoints du 08 septembre 2016	
1	Jérôme MERLE	1	Jérôme MERLE
2	Nathalie BRITES	2	Nathalie BRITES
3	Christine DURAND	3	Christine DURAND
4	Jérôme BOETTI DI CASTANO	4	Jérôme BOETTI DI CASTANO
5	Sandrine VITALI	5	Amédée MATRAIRE
6	Amédée MATRAIRE	6	Daniel D'OLIVIER QUINTAS
7	Daniel D'OLIVIER QUINTAS	7	Jean-Pierre SERRAILLIER
8	Jean-Pierre SERRAILLIER	8	Michel VENDRA
9	Michel VENDRA	9	Jérôme GIACHINO

Le nouveau tableau du Conseil Municipal sera transmis aux services de la Préfecture de l'Isère.

4 - DGS – AFFAIRES JURIDIQUES ET CONTRÔLE INTERNE – VALIDATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS INSERTION-EMPLOI AVEC LE SIRD (SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA RIVE GAUCHE DU DRAC)

Marie-Laure FELICI,

VU le code général des collectivités locales, notamment son article L 2121-29 ;

VU la délibération DELCOM 21-16 du 14 juin 2016 du Comité Syndical du SIRD validant les conventions d'objectifs avec les communes du SIRD ;

INDIQUE que la MIPE (Maison Intercommunale pour l'Emploi) a pour vocation de recevoir tout public de plus de 26 ans de la rive gauche du Drac et d'accompagner vers l'emploi les allocataires du RSA et de suivre les bénéficiaires du PLIE (Plan Local Insertion Emploi) ;

INDIQUE que la MIPE exerce une action territorialisée en assurant un accueil de proximité sur chaque commune du SIRD à travers des permanences d'une demi-journée par semaine à Sassenage ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet de convention de convention individuelle d'objectifs entre la MIPE (Maison Intercommunale pour l'Emploi) du SIRD et la Commune de Sassenage, ci-annexée,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**5 - DGS - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION –
DÉCISION MODIFICATIVE N° 2016 - 02 - BUDGET PRINCIPAL**

Jérôme MERLE,

VU les articles L. 1612-4 et L. 1612-6 du code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 8 septembre 2016 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la décision modificative n°2016-02 ci-dessous, pour le budget principal :

SYNTHESE DECISION MODIFICATIVE N°2- BUDGET PRINCIPAL 2016		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
FIN-73925-MAIRIFIN	+ 30 185€	
FIN- 022-ONV	- 30 185 €	
FIN- 022-ONV	+ 1 734.00 €	
FIN – 6811- ONV	+ 100.00 €	
INFOR-60632-INFOR	- 793.20 €	

FIN- 023-ONV	+ 793.20 €	
PERSO- 6228- PNA	- 10 000 €	
PERSO- 6454- PNA	+ 10 000 €	
FIN-6811-ONV	+ 18 999.77€	
FIN-022-ONV	- 18 999.77 €	
FIN-777-ONV		+ 1734.00 €
FIN-73925-ONV	-100.00 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	+ 1 734.00 €	+1 734.00€
INVESTISSEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
FIN -020-ONV	-11 760,00 €	
BAT-2313-EGLIS	+ 11 760.00 €	
INFOR-2183-INFOR	+793.20 €	
FIN-021-ONV		+793.20 €
FIN-020-ONV	+18 999.77€	
FIN-28188-ONV		+ 18 999.77 €
FIN-13913-ONV	+323 .00€	
FIN-13918-ONV	+ 1261.00€	
FIN-13911-ONV	+150.00 €	
FIN-020-ONV	- 1 734.00 €	
TOTAL INVESTISSEMENT	19 792.97 €	19 792.97 €
TOTAL GENERAL	21 526.97 €	21 526.97 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Pierre VEAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'APPROUVER la décision modificative n°2016-02 ci-dessus, pour le budget principal.

6 - DGS – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – AUTORISATION DE SIGNATURE RELATIVE À L'ADHÉSION À PÔLE EMPLOI
--

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que la Ville de Sassenage est en auto-assurance en matière de versement d'indemnités chômage aux personnels contractuels, non statutaires ou de droit privé ;

CONSIDERANT que la Ville de Sassenage souhaite mettre fin au dispositif d'auto-assurance en la matière ;

INDIQUE la nécessité d'autoriser M. le Maire ou son représentant, à signer le contrat d'adhésion et autres pièces administratives réglementaires, effectif à compter du 1^{er} octobre 2016, auprès de pôle emploi.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER M. le Maire ou son représentant à signer le contrat d'adhésion et autres pièces administratives réglementaires, effectif à compter du 1^{er} octobre 2016, auprès de pôle emploi.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012/6454.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

7 - DGS – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES (IHTS)
--

Jérôme MERLE,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136 ;

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié par le décret n° 2008-1451 du 22 décembre 2008 ;

VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié par le décret n° 2007-1630 du 19 novembre 2007 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

VU le décret n° 2010-310 du 22 mars 2010 modifiant le décret n° 2002-528 du 25 avril 2002 ;

VU la jurisprudence et notamment l'arrêt du Conseil d'Etat n° 131247 et .n°131248 du 12 juillet 1995 autorisant un agent seul dans son grade à bénéficier du taux maximum individuel au titre du principe d'égalité de traitement ;

CONSIDERANT que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité ;

INDIQUE la nécessité d'instituer selon les modalités et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat, l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires aux agents relevant des cadres d'emplois des filières administrative, technique, animation, sportive, médico-sociale, sociale, police municipale, culturelle.

Filières	Cadres d'emplois	Services
Administrative	Adjointes administratifs Rédacteurs	Pôle ressources humaines et compétences
	Adjointes administratifs	Pôle finances et programmation
	Adjointes administratifs Rédacteurs	Direction de l'information et des relations extérieures
	Adjointes administratifs Rédacteurs	Etat Civil - Elections
	Adjointes administratifs	Service petite enfance
	Adjointes administratifs Rédacteurs	Service scolaire
	Adjointes administratifs Rédacteurs	Service enfance
	Adjointes administratifs	Médiathèque
	Adjointes administratifs	Service culturel
	Rédacteurs	Conservatoire à rayonnement communal

	Adjointes administratifs	Police municipale
	Adjointes administratifs Rédacteurs	Service des sports
	Adjointes administratifs	Pôle Vie de la Cité
	Adjointes administratifs Rédacteurs	Direction de l'Aménagement et de l'Environnement
Animation	Adjointes d'animation	Service scolaire
	Adjointes d'animation Animateurs	Service jeunesse
	Adjointes d'animation Animateurs	Service enfance
	Adjointes d'animation Animateurs	Pôle Vie de la Cité
	Adjointes d'animation Animateurs	Service multi-sports
Sportive	Educateurs des activités physiques et sportives	Service multi-sports
	Educateurs des activités physiques et sportives	Service des sports
	Educateurs des activités physiques et sportives	Service enfance
Médico-sociale	Auxiliaires de puériculture Educateurs de jeunes enfants	Service petite enfance
Sociale	Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles	Service scolaire
Culturelle	Adjointes du patrimoine	Médiathèque

	Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	
	Assistants d'enseignement artistique	Conservatoire à rayonnement communal
Technique	Adjointes techniques Agents de maîtrise Techniciens	Direction de l'Aménagement et de l'Environnement
	Adjointes techniques	Service des sports
	Adjointes techniques	Conservatoire à rayonnement communal
	Adjointes techniques Agents de maîtrise	Direction de l'information et des relations extérieures
	Adjointes techniques Agents de maîtrise	Service culturel
	Adjointes techniques	Médiathèque
	Adjointes techniques	Service scolaire
	Adjointes techniques	Service petite enfance
	Adjointes techniques	Pôle Vie de la Cité
	Adjointes techniques Techniciens	Pôle systèmes d'information et dématérialisation
Sécurité	Agents de police municipale	Police municipale

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires : sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale ou le chef de service et selon les dispositions du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle (moyen de contrôle automatisé – décompte déclaratif). Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent. Lorsque

les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel du Comité Technique. A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées après consultation du Comité Technique, pour certaines fonctions. Pour les agents à temps non complet, les IHTS sont calculées selon le taux horaire de l'agent dans la limite des 35 heures. Au delà, elles sont calculées selon la procédure normale décrite dans le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002.

L'attribution d'IHTS aux agents bénéficiaires de la concession d'un logement par utilité ou nécessité de service est désormais possible.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les dispositions citées ci-dessus, aux personnels titulaires et contractuels.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p>8 - DGS – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES AVANCEMENTS DE GRADE</p>

Jérôme MERLE,

VU la loi n° 2007-209 du 19.02.2007 de modernisation de la fonction publique, et notamment son article 35 du chapitre III portant dispositions relatives à la gestion des agents territoriaux, modifiant l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

«Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois ou corps régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois ou de ce corps est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique paritaire.» ;

VU l'avis favorable unanime du Comité technique ;

CONSIDERANT les critères d'avancements de grade, adoptés au Comité Technique Paritaire du 3 décembre 2007, sachant qu'ils sont cumulatifs :

- remplir les conditions statutaires,
- lien avec la manière de servir, après avis de la hiérarchie de l'intéressé(e),
- lien avec le profil de poste établi au vu de l'organisation du service et des missions de service public à assurer,
- maintien de l'équilibre du déroulement de carrière des personnels appartenant au même cadre d'emplois au sein de la collectivité de Sassenage,
- sous réserve de remplir l'ensemble de ces critères, le ratio est fixé à 100 % ;

PRECISE le nombre d'agents à promouvoir, au titre de l'avancement de grade 2016, pour les grades ci-après, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2016, sauf indication spécifique citée ci-après :

Catégorie A

Avancement de grade d'ingénieur à ingénieur principal : 1 nomination.

Catégorie B

Avancement de grade d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2^{ème} classe à assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1^{ère} classe : 1 nomination à effet au 1^{er} septembre 2016.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les nombres et dates d'effet des nominations liées à l'avancement de grade au titre de l'année 2016, cités ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

9 - DGS – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES CRÉATIONS DE POSTES
--

Jérôme MERLE,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT le complément des avancements de grade au titre de l'année 2016, la mobilité interne et externe des personnels, la pérennisation de missions ;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants :

A compter du 1^{er} janvier 2016 (avancement de grade) :

1 poste à temps complet d'ingénieur principal

A compter du 1^{er} septembre 2016 (avancement de grade) :

1 poste à temps complet d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 1^{ère} classe

1 poste à temps complet d'adjoint technique principal 2^{ème}

1 poste à temps non complet (32 h 19 mn/semaine) d'adjoint technique principal 1^{ère} classe

A compter du 1^{er} octobre 2016 :

1 poste à temps complet d'animateur

1 poste à temps non complet (33 h/semaine) d'adjoint technique 2ème classe
 1 poste à temps non complet (34 h 28 mn/semaine) d'adjoint technique 2ème classe
 1 poste à temps non complet (30 h 41 mn/semaine) d'adjoint technique 2ème classe
 1 poste à temps non complet (33 h 26 mn/semaine) d'adjoint technique 2ème classe
 5 postes à temps complet d'adjoint technique 2ème classe
 1 poste à temps non complet (33 h 20 mn/semaine) d'adjoint technique 2ème classe
 1 poste à temps non complet (30 h 53 mn/semaine) d'adjoint technique 2ème classe
 1 poste à temps non complet (11 h 30 mn/semaine) d'adjoint technique 2ème classe
 1 poste à temps complet d'adjoint d'animation 2ème classe
 1 poste à temps non complet (10 h/20 h/semaine) d'assistant d'enseignement artistique
 1 poste à temps non complet (14 h/20 h/semaine) d'assistant d'enseignement artistique
 1 poste à temps non complet (10 h/20 h/semaine) d'assistant d'enseignement artistique
 2 postes à temps complet d'adjoint administratif 2ème classe

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**10 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – CONVENTION FINANCIÈRE 2016
 POUR L'EXPLOITATION, LA GESTION ET LA RÉNOVATION DES INSTALLATIONS DE
 SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLERE DANS LE CADRE DU CONTRAT DE
 PARTENARIAT DE LA VILLE DE SASSENAGE**

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU la loi n° 2014- 58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU l'article L 5215-27 du code général des collectivités locales ;

VU le décret n° 2014- 1601 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée Grenoble-Alpes Métropole;

VU le transfert de la compétence Voirie ;

VU la décision du bureau métropolitain en date du 17 juin 2016 ;

PROPOSE la mise en place, de manière transitoire pour l'année 2016, d'une convention financière avec Grenoble-Alpes Métropole, permettant le remboursement par cette dernière des charges liées à l'exploitation, la gestion, et la rénovation des installations de signalisation lumineuse tricolore intégrées dans le contrat de partenariat public privé (PPP) signé le 20 décembre 2010 entre la Ville et le groupement des sociétés ALCYON-EEE Alpes Dauphiné-Gaz Electricité de Grenoble ;

INDIQUE que ces dispositions transitoires sont prévues dans l'attente de la signature d'une convention de co-maitrise d'ouvrage entre la Ville et Grenoble Alpes Métropole et ce, compte tenu du caractère insécable du contrat de partenariat.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet de convention financière transitoire 2016 avec Grenoble Alpes Métropole relative au remboursement des charges liées à l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations de signalisation lumineuse tricolore.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

11 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – AVENANT N° 3 AU CONTRAT DE PARTENARIAT POUR L'EXPLOITATION, LA GESTION ET LA RÉNOVATION DES INSTALLATIONS DE SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLEURE, DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE ET D'ILLUMINATIONS DE NOËL

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-1 et suivants ;

VU le contrat de Partenariat Public Privé en date du 24 décembre 2010 et notamment son article 34,

VU la refonte des index BT et TP,

VU l'évolution du nombre de flocons lumineux,

VU le projet d'avenant annexé à la présente délibération,

INDIQUE que L'INSEE a procédé à une refonte des index BT, TP et divers de la construction en concertation avec la FFB (Fédération Française du Bâtiment) et la FNTP (Fédération Nationale des Travaux Publics), les nouveaux index étant à compter de cette date, les seuls auxquels il est possible et il convient de se référer.

INDIQUE que l'objet du marché justifie l'utilisation de plus d'un index dans la nouvelle série par rapport à la série ancienne (extrait de la **Direction des affaires juridiques du Ministère des Finances**).

C'est donc le cas de l'index TP 12 qui sur la nouvelle base 2010 a trois séries correspondantes (TP 12a, TP 12b et TP 12c, dont deux d'entre eux impactent le contrat à savoir TP 12b et TP 12c).

A ce titre et dans le cadre du Partenariat Public Privé qui lie le groupement **ALCYON / EEE Alpes Dauphiné / GAZ ELECTRICITE DE GRENOBLE** à la Ville de SASSENAGE, il sera utilisé lors de la révision des prix l'indice TP 12b (Eclairage public – travaux d'installation) et TP 12c (Eclairage Public – travaux de maintenance).

INDIQUE que 40 flocons sont rajoutés sur l'Entrée Sud de la Ville et 26 côté Pont du Furon.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet d'avenant n° 3 portant sur le contrat de partenariat public privé pour l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations de signalisation lumineuse tricolore, de mise en valeur du patrimoine et d'illuminations de Noël.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant ainsi que tout document s'y rapportant

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Pierre VEAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

12 - DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – CENTRE BOURG DE SASSENAGE – INSTAURATION D'UN DROIT DE PRÉEMPTION SUR LES FONDS DE COMMERCE, LES FONDS ARTISANAUX, LES BAUX COMMERCIAUX, ET LES TERRAINS PORTANT OU DESTINÉS À PORTER DES COMMERCE D'UNE SURFACE DE VENTE COMPRISE ENTRE 300 ET 1 000 MÈTRES CARRÉS

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 ;

VU les articles L.214-1, L.214-2 et L.214-3 du Code de l'urbanisme définissant les modalités d'application du droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce ou les baux commerciaux, et de terrains portant ou destinés à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 mètres carrés ;

VU la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) ;

VU le décret n° 2007-1827 du 26 décembre 2007, codifié aux articles R.214-1 et suivants du code de l'urbanisme, relatif au droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux ;

VU la loi de modernisation de l'économie (LME) n° 2008-776 du 4 août 2008 (article 101) et ses textes d'application, qui a étendu ce droit de préemption à des cessions de terrains destinés à accueillir des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 m², dans le cadre de mesures en faveur du commerce de proximité ;

VU l'article 17 de la loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (ACTPE) ;

VU les articles L214-1, L214-2 et L214-3 du Code de l'urbanisme définissant les modalités d'application d'un droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce ou les baux commerciaux, et de terrains portant ou destinés à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1000 mètres carrés ;

VU le rapport d'analyse de la situation du commerce et de l'artisanat de proximité de la commune de Sassenage, ci- annexé,

VU le plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité annexé ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Grenoble en date du 24 août 2016 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) de l'Isère en date du 29 août 2016 ;

CONSIDERANT que le maintien du commerce et de l'artisanat de proximité constitue un enjeu majeur pour les communes, et ce pour des raisons à la fois économiques et sociales. Le commerce est générateur d'une véritable dynamique urbaine, de convivialité, d'animation économique et sociale ;

CONSIDERANT que pour favoriser et soutenir le dynamisme du commerce de proximité, la commune s'est engagée dans un projet d'ensemble de redynamisation et de revitalisation du centre Bourg aujourd'hui en déclin, et qu'une étude sur le positionnement des commerces a été diligentée à cet effet ;

CONSIDERANT qu'à cette fin, il est envisagé d'instaurer un droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux, et terrains portant ou destinés à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 mètres carrés comme l'y autorise la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, dont les modalités d'application ont été précisées par le décret n° 2007-1827 paru le 27 décembre 2007 et retranscrites dans le Code de l'urbanisme par les articles L. 214-1 à L. 214-3 et R. 214-1 à R. 214-16 ;

CONSIDERANT la nécessité de définir, au préalable, un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds de commerce, fonds artisanaux, baux commerciaux et de terrains destinés à accueillir des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 m² ;

CONSIDERANT que le projet de délibération, accompagné d'un plan précis et d'un rapport analysant la situation du commerce et de l'artisanat de proximité et les menaces pesant sur la diversité commerciale et artisanale, ont été soumis à l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) conformément aux dispositions de l'article R.214-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que l'institution d'un droit de préemption de la commune sur les fonds de commerce, les baux commerciaux et les fonds artisanaux, et sur les terrains d'une surface de vente comprise entre 300 et 1000 m², trouve sa justification au vu des menaces identifiées, et pesant sur le commerce de proximité du centre Bourg, à savoir notamment :

- une zone de chalandise restreinte, et une évansion des dépenses forte par la proximité de pôles concurrents très attractifs,
- Une diversité de l'offre commerciale qui ne satisfait pas aux différents besoins identifiées (besoins de proximité, tourisme et loisirs),
- Un pôle commercial du centre Bourg au rayonnement et à l'image en décalage par rapport à son statut et à ses potentialités, notamment touristiques et de loisirs,
- Des changements de destination des locaux commerciaux constituant une menace pour la préservation du commerce de proximité, et sa diversité,
- Une vacance des locaux commerciaux très importante et ancienne ne favorisant pas l'attractivité du centre bourg, et son dynamisme,
- La disparition de certaines activités commerciales (boulangerie...) nécessaires au dynamisme du centre Bourg ;

CONSIDERANT que l'institution du droit de préemption de la commune sur les fonds de commerce, les baux commerciaux et les fonds artisanaux, et sur les terrains vise plusieurs objectifs dont notamment :

- Maintenir et garantir la diversité des activités commerciales et artisanales au centre Bourg,
- Limiter la transformation de locaux commerciaux,
- Lutter contre la vacance des locaux commerciaux,
- Faciliter la venue et l'installation de nouveaux commerçants et artisans en lien avec les carences identifiées,
- Favoriser le tourisme dans le centre Bourg en proposant une offre commerciale adaptée,
- Garantir un développement durable et harmonieux du commerce de proximité ;

CONSIDERANT dès lors la nécessité de préserver la diversité de l'activité commerciale et de sauvegarder le commerce et l'artisanat de proximité au centre Bourg de Sassenage ;

CONSIDERANT, en conséquence, l'intérêt d'instituer un droit de préemption de la commune sur les fonds artisanaux, fonds de commerce, les baux commerciaux et sur les cessions de terrains au sein d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité bien délimité ;

CONSIDERANT que pour une parfaite information, les modalités d'exercice de ce droit de préemption, ainsi que les conditions de rétrocession sont décrites en annexe ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE VALIDER ET DELIMITER le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, à l'intérieur duquel la commune de Sassenage pourra exercer un droit de préemption sur le secteur du centre Bourg, conformément au plan annexé ;

D'INSTITUER, à l'intérieur de ce périmètre, un droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux, et les terrains destinés à accueillir des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 m sur le secteur du centre Bourg ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, au titre de l'article L 2122-22 21° du Code Général des Collectivités Territoriales, à exercer au nom de la commune ce droit de préemption ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer toutes pièces et documents nécessaires ;

Il est précisé que :

Le nouveau droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, et ce dès l'accomplissement des mesures de publicité prescrites par l'article R. 211-2 du code de l'urbanisme, à savoir un affichage en mairie pendant une durée d'un mois, et une insertion dans deux journaux diffusés dans le Département.

Conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme, un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice de ce droit, ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis, sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p>13 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – PROJET DE DÉLIBÉRATION CRÉATION D'UN MARCHÉ DU BOURG</p>

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU la loi des 2 et 17 mars 1791 relative à la liberté du commerce et de l'industrie ;

VU l'article L.2224-18 du code général des collectivités territoriales, précisant que la création, le transfert ou la suppression de halles ou de marchés communaux font l'objet d'une délibération du Conseil Municipal, après consultation préalable des organisations professionnelles intéressées qui disposent d'un délai d'un mois pour émettre un avis ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 décembre 2010 fixant notamment les droits de place au marché ;

VU l'avis favorable du syndicat des commerçants non sédentaires en date du 29 juillet 2016 ;

CONSIDERANT qu'afin de revitaliser le centre Bourg de Sassenage, il est proposé la mise en place d'un marché contribuant à renforcer son attractivité et son dynamisme, tout en complétant et en diversifiant l'offre commerciale dans le secteur ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'un marché complémentaire à celui déjà existant le vendredi matin ;

CONSIDERANT qu'une consultation a été lancée auprès des habitants et des commerçants de la commune de Sassenage en vue de la création d'un marché au centre Bourg de Sassenage ;

CONSIDERANT que le site retenu pour son implantation se situe sur le parking au droit de La Poste et sur le parking devant l'actuel magasin Leader Price, parcelle cadastrée section BD n°266, ainsi que sur les parcelles cadastrées section BD n°264, n°269 sises rue François Gerin, tel que figuré sur le plan annexé ;

CONSIDERANT que le marché sera organisé tous les dimanches matin de 7h00 à 13h30, et qu'il accueillera environ une dizaine d'étals ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 2224-18 du Code général des collectivités territoriales, le syndicat des commerçants non sédentaires de l'Isère a été consulté pour la création du nouveau marché communal sur la commune ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la création d'un nouveau marché, dénommé « le marché du Bourg », qui se déroulera au centre Bourg de la commune de Sassenage dans les conditions suivantes :

- Marché organisé tous les dimanches matin de 6h30 à 14h00 (ouverture à la vente à 7h00-fermeture à la vente à 13h30) sur une fréquence hebdomadaire, et tout au long de l'année.
- Lieu d'implantation (plans du périmètre ci-joint) : sur le parking public de la Poste, sur la zone piétonne, parcelles cadastrées BD n°264 et n°269, et sur le parking public de l'actuel Leader Price, parcelle cadastrée BD n°266.
- Nombre de stands prévisionnels : environ une dizaine.
- Ce marché accueillera principalement des producteurs et des commerçants du secteur des « métiers de bouche ».
- Une redevance d'occupation du domaine public sera perçue d'après les tarifs validés par le Conseil municipal lors de sa séance du 2 décembre 2010.
- Un règlement du marché établi par l'autorité municipale permettra de gérer l'organisation et la gestion du marché, après consultation des organisations professionnelles intéressées.

La date du lancement du « marché du Bourg » est fixée au dimanche 11 septembre 2016 matin ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et pour la mise en place de ce marché.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

14 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – ANCIENNE ÉCOLE DES CÔTES NOTRE DAME DES VIGNES- DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DES PARCELLES CADASTRÉES BK N°41 ET BK N°306 ET N°309

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment son articles L.2141-1 et suivants ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2003 et la décision subséquente du 22 janvier 2004 relatives à la désaffectation de l'usage scolaire des locaux de l'ancienne école des Côtes;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 7 février 2002 et la décision subséquente du 10 juin 2002 relatives à la désaffectation de l'usage scolaire des deux anciens logements instituteurs de l'ancienne école des Côtes ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 16 juin 2016 ayant pour objet l'adoption du principe de désaffectation et déclassement du domaine public, et l'autorisation donnée à la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH) de déposer des demandes d'autorisations d'urbanisme,

CONSIDERANT que la commune de Sassenage envisage de céder à la SDH, pour la réalisation d'un programme immobilier de 11 logements locatifs sociaux, les parcelles cadastrées section BK n°41 sise au 29 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, et les parcelles BK n°306 et BK n°309, sises au 31 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, correspondant à l'accès du site ;

CONSIDERANT que ce tènement est constitué des locaux de l'ancien groupe scolaire de l'école des Côtes Notre-Dame des Vignes, ainsi que de deux anciens logements de fonction instituteur ;

RAPPELLE que par délibération du Conseil Municipal en date du 27 février 2002 et par décision subséquente du 10 juin 2002, les logements de fonction, n'ayant plus d'utilité au regard des besoins de service public de l'éducation nationale, ont été désaffectés de l'usage scolaire ;

RAPPELLE que par délibération du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2003 et par décision subséquente du 22 janvier 2004, les locaux, n'étant plus utiles au service public de l'enseignement, ont été désaffectés de l'usage scolaire ;

PRECISE que les locaux et les logements susvisés, désaffectés de leur usage scolaire, n'ont pas fait l'objet d'un acte de déclassement les intégrant dans le domaine privé de la Commune ;

INFORME que par suite, les biens de l'ancienne école des Côtes ont été affectés à l'usage direct public par la mise à disposition des locaux et des logements au profit d'associations diverses et de personnes en situation d'urgence ;

CONSIDERANT qu'à ce jour, les associations et les locataires présents sur le site ont quitté définitivement les lieux, et que les locaux sont libres de toute occupation ;

CONSTATANT ainsi que ce tènement n'est plus affecté à l'usage direct du public, ni à l'accomplissement d'une mission de service public, et qu'il peut être procédé à son déclassement du domaine public ;

CONSIDERANT qu'il a été procédé à la désaffectation matérielle du tènement (parcelles cadastrées section BK n°41, BK n°306 et BK n°309), qui n'est plus accessible au public depuis le...septembre 2016, par la mise en place d'une clôture destinée à interdire tout accès à ce dernier ;

CONSIDERANT que par procès-verbal en date du 7 septembre 2016, la Police Municipale de la commune de Sassenage a constaté la désaffectation du tènement dont il est question ;

CONSIDERANT qu'il convient, préalablement à la cession, de constater la désaffectation du tènement, et de prononcer le déclassement du domaine public afin de l'intégrer dans le domaine privé de la commune ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

Pour permettre la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux sur la commune de Sassenage.

DE CONSTATER la désaffectation de leur usage public actuel de la parcelle cadastrée section BK n°41 sise au 29 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, et des parcelles cadastrées section BK n°306 et 309 sises au 31 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes ;

DE PRONONCER leur déclassement du domaine public communal ;

D'INTEGRER les parcelles cadastrées section BK n°41 et BK n°306 et BK n°309 dans le domaine privé de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

15 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – ANCIENNE ÉCOLE DES CÔTES NOTRE DAME DES VIGNES - CESSIION DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION BK N°41, BK N°306 ET 309 AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ DAUPHINOISE POUR L'HABITAT (SDH)

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2121-29 et L.2122-21 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014 212-022 en date du 31 juillet 2014 constatant la carence de la commune de Sassenage au motif qu'elle n'a pas atteint son objectif en matière de production de logements locatifs sociaux sur la période triennale 2011-2013 ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 16 juin 2016 ayant pour objet l'adoption du principe de désaffectation et déclassement du domaine public des parcelles cadastrées section BK n°41, BK n°306 et n°309,

VU la délibération du Conseil municipal du 8 septembre 2016 prononçant le déclassement du domaine public communal des parcelles cadastrées BK n°41, BK n°306 et BK n°309 ;

VU l'avis de France Domaine référencé n°2016-474V1216 en date du 1^{er} juillet 2016,

CONSIDERANT que la commune de Sassenage envisage de céder les parcelles cadastrées section BK n°41 sise au 29 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, ancienne école Notre Dame des Vignes, ainsi que les parcelles BK n°306 et BK n°309 sises au 31 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, et correspondant à l'accès du site ;

CONSIDERANT que la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH) a été retenue, dans le cadre d'un appel à candidature, pour réaliser une opération de démolition et reconstruction d'un programme immobilier de 11 logements locatifs sociaux, comprenant également la création d'une salle destinée à l'usage du public en Vente en l'État futur d'achèvement (VEFA) à l'intérieur du bâtiment ;

INDIQUE que la cession des parcelles BK n°41 d'une superficie d'environ 2180 m², BK n°306 et BK n°309 d'une superficie d'environ 33 m², est consentie au montant de 185 000 € prix net vendeur ;

CONSIDERANT que la Division France Domaine Evaluations a émis un avis référencé n°2016-474 V 1216, en date du 1^{er} juillet 2016, confirmant la valeur vénale susvisée ;

PRECISE que la SDH prendra à sa charge les coûts liés à la démolition des bâtiments (démolition et désamiantage) ;

PRECISE que ces parcelles ont fait l'objet, préalablement, d'une procédure de déclassement du domaine public, et qu'elles sont intégrées dans le domaine privé de la commune ;

CONSIDERANT que la réalisation de cette opération contribue à atteindre les objectifs assignés à la Commune de Sassenage en matière de production de logements sociaux fixés notamment par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) en date du 13 décembre 2000 et la loi Accès au Logement et à l'Urbanisme Rénové (ALUR) en date du 24 mars 2014 imposant la réalisation de 25 % de logements sociaux à l'horizon 2025 ;

CONSIDERANT que le projet participe également à la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat,

PROPOSE au Conseil Municipal :

Pour permettre la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux sur la commune de Sassenage.

D'ACCEPTER la cession au profit de la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH) des parcelles cadastrées section BK n°41, BK n°306 et BK n°309 d'une contenance totale d'environ 2213 m² au montant de 185 000 € prix net vendeur ;

DE PRECISER que cette vente est consentie sous les conditions suspensives d'usage suivantes :

1. Validation du conseil d'administration de la SDH
2. Obtention des agréments et des financements de l'Etat et des collectivités locales
3. Obtention d'un permis de construire purgé de tous recours et toutes autorisations administratives nécessaires
4. Vente en VEFA d'un local à l'usage du public de 56 m²
5. Constitution de toutes les servitudes nécessaires au profit du domaine public ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les actes notariés afférents à cette cession, à recevoir par Maître LECLERCQ, notaire à Grenoble, ainsi que tous les documents nécessaires à cet effet ;

DE DONNER son accord pour créer toutes les servitudes nécessaires, dont celles au profit du domaine public ;

DIT que les frais d'acte notarié et de géomètre seront à la charge de la SDH qui s'y engage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 09 septembre 2016

Le Maire

Christian COIGNÉ.



Affichage le : 09 septembre 2016

Sassenage